

INTERNATIONAL

SUR LA POLOGNE

La D.P. a adopté un texte établissant un premier bilan sur l'été polonais. La Commission qui était chargée de préparer le texte n'a pu achever son travail de rédaction.

En même temps, la D.P. a décidé de considérer ce texte comme point de départ d'une réflexion qui doit s'étendre à tout le parti étant donné l'importance du sujet. Cette réflexion pourrait se faire collectivement au cours d'une journée de travail qui devrait avoir lieu fin Novembre (dimanche 30, à confirmer) qui aurait pour but de réaliser une première synthèse d'ensemble qui serait l'objet d'une brochure du PSU.

Par son contenu et ses formes de lutte le mouvement polonais apporte une dimension nouvelle à la perspective de la construction du socialisme autogestionnaire en Europe. Il ouvre une nouvelle période de luttes sociales et politiques intenses, tant dans les pays du « socialisme réel » que dans les pays de l'Europe capitaliste. Déjà en Italie les travailleurs de Fiat se réfèrent à cette lutte...

En obtenant le syndicat libre indépendant du parti, comme revendication préalable pour la garantie de la réalisation de l'ensemble de leurs acquis, les travailleurs polonais ont contraint le pouvoir à reconnaître la légitimité de l'organisation qu'ils se sont donnée pendant la lutte, par la coordination de leurs comités de grève.

L'ensemble des revendications imposées au pouvoir exprime des exigences et des aspirations de mieux-être (salaires, retraites, équipements socio-collectifs), d'égalité (suppression des privilèges des membres du parti et de l'appareil d'Etat), de contrôle sur la politique économique (accès à l'information et participation aux décisions sur la politique économique du pouvoir), de liberté (libération des prisonniers politiques, remise en cause de la censure).

Certes le problème du pouvoir n'a pas été posé dans les termes traditionnels du mouvement ouvrier, mais en posant le préalable de transformations profondes de la société et des consciences par la constitution de formes autogestionnaires de la vie sociale, au niveau du lieu de travail en particulier, les travailleurs polonais ont réalisé un processus original. Ils ont montré que pour pouvoir détruire efficacement l'appareil de domination étatique il fallait au préalable remettre en cause tous les lieux et formes de pouvoir dans la vie sociale (refus du syndicat officiel intégré, volonté d'autonomie à tous les niveaux, refus du discours officiel).

Certes il existe des contradictions dans le mouvement. Jusqu'à maintenant, le fait national et le fait religieux ont joué un rôle dans la mobilisation populaire comme réaction contre la domination soviétique et contre le marxisme défiguré en dogme. Cependant la volonté de la hiérarchie catholique de freiner le mouvement n'a pas été suivie d'effet.

Par ailleurs, de sérieuses limites s'imposent au mouvement. En particulier la dépendance économique vis à vis de

l'Est comme de l'Ouest risque de remettre en cause à court terme les acquis économiques de la lutte. Plus globalement, la pression politico-militaire de l'URSS au nom du Pacte de Varsovie constitue une menace constante sur le mouvement.

Le mouvement lui-même a été marqué par certaines limites internes. Il s'agit en particulier de l'occultation des femmes et du rôle d'intendance qui leur a été imparti dans la gestion de la lutte alors qu'elles constituent près de la moitié de la classe ouvrière et que le conflit lui-même s'est cristallisé au départ sur le licenciement d'une déléguée syndicale, Anna Walentynowicz. Ceci montre que l'intégration des femmes au travail ne constitue pas une condition suffisante pour l'égalité avec les hommes à tous les niveaux. La conception qu'a la hiérarchie catholique polonaise de la famille et du rôle de la femme constitue un obstacle très important.

En ce qui concerne les formes et les moyens de lutte : avec les comités de grève unitaires, les travailleurs polonais se sont donnés des moyens de lutte particulièrement efficaces; ils ont pu aussi réaliser la coordination démocratique de l'ensemble de ces comités de grève, qui a constitué l'interlocuteur reconnu par le pouvoir.

En outre, les travailleurs ont pu assurer une liaison avec les autres secteurs de la société, en particulier avec les intellectuels et les militants du KOR, et même des « experts » proches du pouvoir, établissant une alliance avec l'Eglise. Ils ont pu ainsi poursuivre leur mouvement de manière unitaire et large, parvenant aussi à diviser le pouvoir.

D'autre part, les formes de délégation des comités, la négociation publique imposée par les travailleurs (négociation radiodiffusée) ont bouleversé les formes traditionnelles de la vie politique dans ce pays (pratique du secret, séparation entre base et sommet...) et permis ainsi de souder l'ensemble du mouvement.

Cet ensemble de conditions a permis au mouvement d'obtenir la légitimité au niveau du pays face à un pouvoir discrédité.

SIGNIFICATION D'ENSEMBLE

En mettant en évidence l'impossibilité du système polonais de répondre aux besoins des travailleurs, la crise polonaise révèle en réalité la crise d'ensemble des pays où a été imposé le modèle soviétique, c'est-à-dire un modèle où le PC détient seul le pouvoir au nom des travailleurs, où régnent donc le monolithisme et une extrême centralisation économique et politique.

Les autres thèmes et problèmes posés par cette question : rôle de l'URSS, conséquences théoriques et politiques, autres limites du mouvement, les risques de cogestion et d'institutionnalisation, etc, ont été seulement évoqués et n'ont donc pu être traités.

Bernard RAVENEL